

Sachs interview 9 May 2000

*UNITED NATIONS INTELLECTUAL HISTORY PROJECT
The Graduate School and University Center, City University of New York
365 Fifth Avenue
New York, NY 10016*

TRANSCRIPT OF INTERVIEW OF

IGNACY SACHS

BY

FREDERIC LAPEYRE

Paris, 9 May 2000

Transcribed by Anna Ricciardi

FREDERIC LAPEYRE: Je suis avec le professeur Ignacy Sachs de l'Ecole des Hautes Etudes, 54 boulevard Raspail, dans son bureau. Bonjour professeur Sachs.

IGNACY SACHS: Bonjour.

FL: On va commencer par une partie biographique. Vous avez vécu dans votre petite enfance en Pologne.

IS: Varsovie jusqu'en 1939, une année en France, quatorze années au Brésil, retour en Pologne, quatorze années en Pologne avec trois années d'interruption pour aller en Inde et depuis 1968 je suis parisien.

FL: Ce passage d'Europe vers le Brésil, vers le Sud, est-ce que vous pensez que ça a joué beaucoup dans votre...

IG: Ah, certainement, parce que...

FL: Dans votre façon de penser le développement.

IS: Certainement, parce que j'ai de plus en plus tendance à penser que j'ai découvert le Brésil dans le miroir de la Pologne que j'ai connue en tant qu'enfant. Cela a été un grand choc, un grand choc à plusieurs égards. D'abord, la beauté des yeux. L'entrée dans la Baie de Guanabara en bateau, après une année de guerre, c'était quand même quelque chose. Deuxièmement, la surprise du degré de modernité d'une ville comme Rio par rapport à la seule grande ville que je connaissais vraiment, qui est Varsovie. Et puis tout ce qui s'en suit : métissage, tropique, etc., etc. Je continue à penser aujourd'hui au bout du parcours ou, en tout cas, bien plus loin, que la comparaison est un élément absolument essentiel dans l'épistémologie du développement et que cette comparaison vaut par l'effet miroir qu'elle crée. Et donc, de ce point de vue, le passage

de vue de la Pologne, à travers la France, la débâcle française et d'autres épisodes pas très agréables, ça a eu évidemment un effet énorme sur ma vie.

FL: Et pourquoi choisissez-vous les sciences économiques comme études universitaires?

IS: Par accident. J'ai commencé à travailler très tôt, il fallait que je fasse mes études nocturnes. J'avais le choix entre les sciences économiques et le droit et puis la comptabilité. Bon, face à ce choix, j'ai choisi les sciences économiques, d'autant plus que j'étais passablement engagé dans la politique et que, par conséquent, ça pouvait être quelque chose qui se mariait avec mon intérêt pour le monde dans lequel je vivais.

FL: Et dès le départ en sciences économiques, vous choisissez l'étude des problèmes de développement?

IS: Ecoutez, je n'ai rien choisi, j'ai fait de mauvaises études d'économie à Rio. A cette époque là, je me préparais déjà à revenir en Pologne. Je travaillais dans les services culturels de l'Ambassade de Pologne lorsque j'ai consulté Oscar Lange, à l'époque recteur de l'Ecole de Planification et de Statistiques à Varsovie. Il m'a vivement conseillé de me spécialiser en statistiques mathématiques et plus particulièrement dans les méthodes d'analyse d'échantillons de poudre. Et j'ai donc passé deux ans et demi à me spécialiser en statistiques mathématiques ; spécialisation qui n'a eu aucun effet pour moi. En revanche, je suivais de très près la scène politique, économique et sociale brésilienne et je suis donc rentré à Varsovie, en 1954, avec plusieurs caisses de documents sur la réalité brésilienne. J'ai été aussitôt embauché par l'Institut des Affaires Internationales à Varsovie, où on m'a dit qu'il n'était pas question que je m'occupe d'un seul Pays comme le Brésil. La Pologne était trop pauvre pour se payer un chercheur spécialisé dans les

affaires brésiliennes et c'est comme ça que je suis devenu, si je peux dire ainsi, le premier Mister Monde en Pologne, puisqu'on m'a offert l'Amérique Latine, l'Asie et l'Afrique avec une collègue pour partager cet univers.

FL: Vous retournez en Pologne en 1954. Quelles étaient, à ce moment là, vos réflexions sur le système socialiste?

IS: Si je retourne en Pologne en 1954 avec une femme et deux enfants en laissant les deux familles au Brésil, c'était que, évidemment, ma réflexion était qu'un monde nouveau était en train de se construire et que je voulais, dans la mesure du possible, y apporter une petite contribution.

FL: Et une fois à l'intérieur ? Comment avez-vous été confronté à la réalité ?

IS: La première surprise, quand je regarde ça en arrière, c'est que je suis rentré pour des motifs dans lesquels, disons, le sentiment national ne jouait aucun rôle. Et, au bout d'un an, j'étais aussi farouchement anti-russe que tous mes voisins de palier ou tous mes voisins de bureau. C'est-à-dire, la première constatation, le caractère extrêmement compliqué des rapports à l'intérieur de ce qui, dehors, apparaissait comme un monde plutôt homogène.

FL: Sur cette première période polonaise, 1954-1957, il y a les événements, le soulèvement hongrois de 1956.

IS: Mais avant, non, attendez, il faut voir. Je suis rentré en 1954, c'est déjà le commencement du dégel, même assez fort. Ce qui fait que, fin 1954, c'est le commencement du dégel polonais, qui a été salué en tant que le printemps en octobre à Varsovie en 1956. Le printemps en octobre était l'aboutissement d'un processus qui durait depuis deux ans et non pas le commencement d'un processus. Donc, de ce point

de vue, j'ai vécu une période extrêmement intéressante à Varsovie. Nous nous en sommes sortis à la fin de 1956 persuadés que nous avions en Pologne les conditions pour construire un socialisme à visage humain. Après avoir subi le choc de toutes les révélations de 1956, après le congrès, le XXe congrès du PC (Parti Communiste) soviétique, et après l'arrivée à Varsovie de nombreux ex-prisonniers, des goulags, qui commençaient à être relâchés après le discours de Khrouchtchev. Donc, cela a été une période à la fois extrêmement douloureuse, turbulente et riche, disons, d'espoirs. Et donc nous avons vécu une invasion de la Hongrie comme si ça se passait sur nous-mêmes et nous étions parfaitement conscients que si la Pologne y a échappé, elle le devait à sa position géographique, puisqu'elle était bien dans une souricière. Il y avait les troupes soviétiques à l'Est, les troupes soviétiques à l'Ouest, les troupes soviétiques au sud et la marine de guerre soviétique sur la Baltique. Donc, on pouvait donner à la Pologne le bénéfice du doute pour une expérience politique à laquelle on ne croyait pas. On n'a pas eu le courage d'accorder ce bénéfice du doute à la Hongrie parce qu'elle avait une frontière occidentale. La même chose se répétera en 1968 pour la Tchécoslovaquie et je profite pour dire que nous étions forts en Pologne pendant cet été 1956 de l'appui chinois. L'appui chinois qui a été retiré par Chou Enlai aux Hongrois lors d'un discours à Berlin, qui a précédé de deux jours ou de trois jours l'invasion de la Hongrie. Donc, il faut encore resituer tout ça dans un jeu déjà très complexe de rivalités sino-soviétiques.

FL: Fin des années 40, début des années 50 c'est la reconstruction européenne avec le Plan Marshall, la Commission Economique pour l'Europe...

IS: Le plan Marshall, vous connaissez l'histoire, nous l'avons accepté pour moins de 12 heures. Pour le refuser aussitôt. La position était une position extrêmement critique

par rapport au Plan Marshall. Si je regarde rétrospectivement, je ne pense pas qu'à cette époque le début de la construction européenne ait attiré mon attention, ou celle des gens au milieu desquels je vivais. Ce n'était pas perçu comme quelque chose de particulièrement important. Nous regardions le monde comme un monde très fortement divisé en deux blocs et c'est finalement la guerre froide, et par moment la guerre chaude entre les deux blocs, qui était l'élément central et qui expliquait, peut être, le fait qu'on rejetait comme non importantes, comme non vérifiées, des informations qui pourtant circulaient. De ce point de vue, l'arrivée des premiers ex-prisonniers des goulags, a été d'une importance capitale pour mesurer, disons, ce qui se passait effectivement à l'intérieur de l'Union soviétique.

FL: Et sur la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies: quelle était la réflexion sur le rôle que pouvait jouer la Commission, cet organisme des Nations Unies, à l'Est ?

IS: J'étais un tout petit peu trop jeune à l'époque pour me poser des questions pareilles, mais je dois dire que la Commission Economique Européenne avait déjà, à cette époque là, un rôle important, d'autant plus que la personnalité de Myrdal s'imposait, il était le secrétaire de cette commission. Et, très clairement, cette commission apparaissait comme un lieu, où un dialogue entre l'Est et l'Ouest pouvait, sinon aboutir, se réaliser. Puis, ce sont quand même aussi les débuts des premières solutions négociées. Je pense notamment au problème de l'Autriche. Si je m'abuse, c'est 1955, là, disons, l'indépendance de l'Autriche.

FL: A quand remonte votre rencontre avec Kalecki ? Elle date de cette première période?

IS: Oui, très certainement. Je suis rentré en Pologne en 1954, Kalecki est rentré en mars 1955. J'ai eu pour la première fois à faire avec lui en 1956, lorsque j'ai écrit un article pour la revue *Economista*, qui était la revue de l'association des économistes polonais. Il s'agissait d'une équation d'accumulation dans les pays sous-développés. Je n'étais pas très sûr de mon argument et j'ai demandé qu'on envoie l'article à Kalecki pour avis. A l'époque j'enseignais déjà. J'étais chargé de cours à l'Université de Varsovie et à l'Ecole de Planification. Un jour, mon téléphone a sonné et c'était Kalecki pour m'expliquer que ça ne valait pas la peine de se servir de mathématiques pour dire des choses qu'on pouvait dire plus simplement sans mathématiques. A ma question, si je devais donc retirer cet article, il m'a dit : « Vous feriez bien. » J'en ai conclu donc, que j'étais sur une fausse piste. —« Je ne vous ai pas dit cela », m'a dit Kalecki. « Je vous ai dit que cet article là ne valait pas la peine d'être publié. Vous n'avez qu'à continuer votre réflexion. Peut être dans dix ou quinze ans ça donnera quelque chose. » C'était ma première rencontre avec Kalecki. Ensuite je l'ai connu beaucoup plus : en 1957 je suis parti comme secrétaire d'Ambassade à Delhi pour m'occuper de la coopération scientifique entre la Pologne et l'Inde et Kalecki y est arrivé en 1959 à l'invitation de Mahalanobis pour un séjour de trois mois pour discuter du Plan Quinquennal Indien. J'étais, pour ainsi dire, d'office chargé de m'occuper de son séjour. Ce fut le début d'une collaboration qu'il m'a proposée par la suite puisque, rentré à Varsovie en 1960, je fus, sur sa proposition, chargé de l'organisation du premier Centre inter-universitaire de recherche sur les économies sous-développées. Voilà d'où date notre collaboration.

FL: Et vous avez discuté avec lui de sa contribution aux Nations Unies ? Qu'est ce qu'il en pensait ?

IS: Je n'ai jamais discuté avec lui de sa contribution aux Nations Unies, mais elle revenait d'une façon oblique assez souvent. Il maintenait des rapports constants avec ses anciens collaborateurs aux Nations Unies : Flores de la Peiña, qui est par la suite devenu recteur au Mexique, ministre, ambassadeur ; Dudley Seers, Sidney Dell devenu un des piliers de la CNUCED de même que Malinowski, Surendra Patel et Chang, un Chinois qui a joué un rôle important dans le Secrétariat des Nations Unies et bien d'autres. Kalecki a quitté les Nations Unies sur un différend de principes. Il était responsable des rapports sur le développement économique et un chapitre écrit sur la Chine a été censuré pour des raisons politiques. Il n'était pas du tout pro-chinois. Il n'était pas nécessairement de l'avis de l'auteur du chapitre, mais il a trouvé impensable que l'on puisse censurer un texte scientifique pour des raisons politiques. Il a donc quitté les Nations Unies. Je pense que ses rapports personnels avec Philippe de Seynes n'étaient pas au beau fixe et ceux avec Mosak, son chef immédiat, étaient vraiment mauvais. Mais, par exemple, il revenait souvent à la contribution de la théorie structuraliste de l'inflation faite à travers les rapports sur l'économie mondiale. Il n'y a aucun doute que les travaux latino-américains se sont inspirés des premières notes rédigées par Kalecki. Il revenait aussi assez souvent sur ses expériences d'expert des Nations Unies en Israël. D'habitude, pour dire que dans toute sa vie il n'a eu qu'un seul cas de corrélation claire entre ce qu'il a proposé et ce qu'un gouvernement a fait ; en occurrence, le gouvernement a fait exactement le contraire de ce qu'il avait suggéré. Il n'était ni très bavard, ni amer sur son expérience aux Nations Unies. Je pense que c'est de là qu'il a dérivé son intérêt qui sépare, disons, qui est resté extrêmement fort pour les problèmes du développement du Tiers monde.

FL: Et qu'est qui le pousse à contribuer aux Nations Unies au départ ?

IS: Quand je regarde la trajectoire de Kalecki, je pense qu'il l'a partagée avec beaucoup d'intellectuels est-européens. Il s'agit d'un penseur très indépendant, qui n'a jamais appartenu à un parti politique, mais avec des convictions très fermes de gauche. La guerre l'attrape en Angleterre, où il a une bourse après avoir démissionné de l'Institut de Conjoncture à Varsovie en signe de protestation contre le licenciement d'un de ses collègues pour des raisons politiques. Il a dû déjà traduire, ou est en train de finir la traduction en polonais de la *Théorie Générale de Keynes*. Keynes le considère vaguement comme un de ses disciples. Il y a la fameuse polémique : est-ce que Kalecki a anticipé Keynes dans un article publié en allemand ? La polémique, pas tranchée à ce jour, est à savoir si Keynes avait lu cet article ou n'avait pas lu cet article. De toute façon, Kalecki n'a jamais personnellement insisté sur sa prééminence, sauf peut être dans un texte dans la dernière année de sa vie, alors que d'autres l'ont affirmé très clairement, notamment John Robinson. Donc Kalecki est proche de la gauche du « Labour ». Il contribue d'ailleurs à des papiers dans des revues de gauche du « Labour », mais non signés de son nom, parce qu'il trouve que son rôle n'est pas d'être militant politique en étant en pleine guerre. Le Royal Institut of International Affairs (Chatham House) a créé un groupe de travail pour réfléchir à un programme d'après guerre pour l'Europe de l'Est. C'est Roseinstein-Rodan qui devient le secrétaire de ce groupe à Londres. Mais Kalecki à l'époque est un des leaders intellectuels de l'Institut de Statistiques à l'Université de Oxford, où se trouve aussi, si je ne m'abuse, Schumpeter. Tous les Européens de l'Est, réfugiés en Grande-Bretagne (Polonais, Hongrois, Autrichiens, Allemands, anti-naziste) se mettent à réfléchir sur l'après guerre dans leurs pays respectifs sans que les décisions de Yalta soient encore

prises. L'article de Roseinstein-Rodan sur l'industrialisation de l'Europe du Sud-Est est typique pour l'époque. Ces gens-là pensent d'abord comment reconstruire un monde qui ne retomberait pas dans les horreurs du fascisme et du chômage. Il va de soi qu'il faut le faire à travers un système planifié, c'est l'époque de Beveridge et de Keynes. Kalecki partagea son temps, entre les travaux sur le rationnement et l'effort de guerre, les politiques du plein emploi et les problèmes de la planification et du rôle de l'Etat dans le développement. La Pologne d'entre les deux guerres lui sert de point de référence, c'est là qu'il s'est formé, c'est là qu'il a fonctionné comme journaliste économique dans sa jeunesse. Aussi le passage vers les problèmes du Tiers monde se fait assez facilement puisque l'Europe de l'Est entre les deux guerres est le prototype de ce que nous appelons aujourd'hui le Tiers monde. Il va d'abord faire un bref séjour au Secrétariat du BIT (Bureau International du Travail) au Canada et, ensuite, il est recruté dans la première équipe du Secrétariat des Nations Unies. Je pense que dans votre projet vous avez tout intérêt à étudier très profondément cette première génération d'onusiens. Ce sont tous des gens fortement motivés, politiquement engagés et qui partagent un certain nombre de convictions fortes : plein emploi, planification, priorité aux affaires sociales, anticolonialisme. Kalecki y travaille aux cotés de Hans Singer. Il y a des anecdotes que Paul Streeten, que vous feriez bien d'interviewer, a ramassées, sur Kalecki, Hans Singer, et bien d'autres. Myrdal, qui n'aimait pas Kalecki, disait qu'il était : « The most eminent economist with the most parking voice. » A quoi Hans Singer ajoutait que, chaque fois qu'il se perdait dans les méandres des couloirs des bureaux à Lake Success, il essayait de repérer d'où venait la voix de Kalecki, parce que ça le guidait pour retourner dans son propre bureau. Kalecki a retourné la balle [inaudible] à Myrdal en disant que Myrdal

aurait un jour dit que : « All the important things in economics were invented by people whose names start with “m”, first Marx, then Marshall, and now me. »

FL: On va passer à la prochaine étape, c'est l'expérience indienne. Pourquoi le choix de l'Inde ?

IS: Ah, c'est déjà pour beaucoup un choix et aussi un coup de chance. J'étais déjà persuadé que si je voulais étudier le développement une fois rentré à Varsovie, cette vocation s'est raffermie, il fallait que je compare mon expérience de quatorze années au Brésil avec celui d'un autre pays. Et l'Inde, de ce point de vue, s'imposait à plusieurs égards. D'autant plus que lorsque Nehru a annoncé son voyage en Pologne, j'ai collaboré à la traduction de la Constitution indienne en Polonais et j'ai, entre autre, publié dans la presse polonaise des comptes rendus de *Discovery of India*, des conversations de Tibor Mende avec Nehru et d'autres ouvrages sur Nehru et sur l'Inde. Le premier travail important que j'ai fait à l'Institut des Affaires Internationales à Varsovie, a été la rédaction d'un volume des documents de la conférence de Bandung. Donc, j'étais déjà un peu, disons, porté vers l'Inde. A cela s'ajoute aussi le fait que, dans ma jeunesse, j'ai été fasciné par la personnalité de Gandhi, à tel enseigne que le premier article que j'ai publié de ma vie était un article sur Gandhi -le lendemain de sa mort- dans un journal de Rio. Quant au coup de chance, mon chef à l'Institut d'Affaires Internationales a été nommé ambassadeur à Delhi. Il m'a proposé de le suivre pour m'occuper de la collaboration scientifique. J'ai posé trois conditions. La première, que mon engagement ne durerait pas plus de trois ans. La seconde, que je ne deviendrais pas diplomate professionnel parce cette carrière ne m'attirait pas et, de toute façon, dans les conditions polonaises, avec mon background familial, la famille à l'étranger, etc., je n'avais pas

beaucoup de chances dans ce domaine. Et troisièmement, qu'il me permettait de m'inscrire à la Delhi School of Economics pour faire mon doctorat. J'étais déjà en train d'en préparer un à l'Université de Varsovie. Les trois conditions furent acceptées et c'est comme ça que je me suis trouvé à Delhi pour trois ans, de novembre 1957 en novembre 1960, Secrétaire d'Ambassade, chargé de la coopération scientifique. Dans un papier qui s'intitule *Mon éducation à Delhi*, publié dans un ouvrage sur la Delhi School of Economics, je décris cette période de ma vie. Mon Ambassadeur, J. Katz-Suchy, qui avait une personnalité forte, était l'ami de Krishna Menon du temps où tous les deux servaient aux Nations Unies comme délégués de leurs pays respectifs. Les trois années furent d'une richesse absolument exceptionnelle ; c'était l'époque où Delhi était une des grandes capitales du monde, où on voyait défiler sans arrêt les chefs d'Etats.

FL: On parlait justement avant de Bandung et par la suite du mouvement des non-alignés. Comment ça a affecté votre façon de penser les rapports Nord-Sud?

IS: J'ai été fortement marqué par ce séjour en Inde, par le concept des cinq principes de la coexistence pacifique. Ce fut une très agréable surprise de voir dans une interview récente de Jacques Le Goff, qui est médiéviste [inaudible], qu'il considère Bandung comme une date charnière du XXe siècle. Ça été ma perception. Avec mon passé brésilien et mon immersion en Inde, c'est déjà à cette époque que j'ai commencé à voir qu'est ce qu'on peut faire pour créer des rapports directs entre les pays du Sud. La coopération Sud-Sud deviendra, je dirais, un des éléments forts de ma façon de penser le développement. Vous en retrouverez les traces, à la fois dans des choses écrites, comme dans la participation au projet FIPAD (Fondation internationale pour un autre développement), avant au projet de la Fondation Dag Hammarskjöld (« What Now »,

1975). Je me suis trouvé parmi les invités de la conférence de Kuwait où théoriquement on a élaboré une Charte de Coopération Sud-Sud à l'usage du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). J'ai poussé comme j'ai pu dans mon projet de l'UNU (Université des Nations Unies) les coopérations entre les Pays du Sud et je sors de quatre années d'un projet de l'UNESCO (Organisation des Nations Unies pour l'Education, les Sciences et la Culture) qui était, lui, déjà défini comme un projet de coopération Sud-Sud autour de la valorisation des ressources renouvelables du Tropicque Humide.

FL: Vous arrivez en Inde, ça fait plusieurs années que l'Inde est indépendante, les années 50 et 60 c'est aussi le processus de décolonisation. Comment cela change la perception des problèmes de développement?

IS: On est en plein dans le débat suscité par le Second Plan Quinquennal Indien. L'Inde est un pays qui est en train de faire quelque chose d'extrêmement original, puisque c'est le pays qui fait la planification la plus élaborée et, sous certains égards, plus sophistiquée que celle qui se pratique dans les pays de l'Europe de l'Est. Elle fait cette planification sans adopter les méthodes de planification est-européennes, mais, tout en ouvrant un dialogue précisément avec Kalecki, avec Lange, avec les grandes personnalités qui représentent aux yeux des Indiens le marxisme ouvert. L'Inde se dote d'une constitution exemplaire, qui est une constitution laïque, pour gérer la multiplicité des religions, des races et des ethnicités. Et tout ceci se passe avec un régime parlementaire à la Westminster. Donc, s'il y a une troisième voie, cette troisième voie se pense en Inde. Mon intérêt principal pendant ce séjour, et d'ailleurs le sujet de ma thèse, fut le rôle de l'Etat dans ce développement et, disons, une double polémique. Une

polémique évidemment avec ceux qui disent : « On va faire du développement à travers le marché ». A l'époque, ça va de soi qu'on était contre. Mais ce fut aussi une polémique avec ceux qui voulaient transporter un modèle de planification rigide et envahissante. C'est, si vous voulez, tout le débat qu'on a peut-être pas suffisamment mis en évidence entre le marxisme ouvert et le marxisme dogmatique et la vulgate que les Soviétiques continuaient à propager. Je pense qu'il y a deux points d'inflexion dans cette discussion. L'un fut la discussion du PC Italien, qui montra que l'Etat peut exercer des fonctions différentes selon des contextes politiques différents. Donc, il n'y a pas de capitalisme monopoliste d'Etat, point à la ligne. On peut avoir d'autres configurations. On peut gérer d'une autre façon le rôle de l'Etat. Ce fut pour moi la première puce à l'oreille. Le second débat, qui eut pour moi beaucoup d'importance, fut le débat sur le mode asiatique de production. Non pas à cause de ce qu'il apporte en termes de connaissances positives -souvent celles-ci elles s'avérèrent fausses par la suite- mais parce que le débat montre qu'il n'y en a pas un seul ; il y a une pluralité de chemins de développement, même pour ceux qui au départ abordent le problème du développement à partir d'une perspective marxiste. J'ai donc essayé d'étudier les différents modèles du secteur public. En anglais ma thèse s'intitule : *Patterns of public sector in underdeveloped economies*. Les Brésiliens l'ont traduit dans une traduction qui ne m'a pas été soumise en tant que « Capitalisme d'Etat et Développement ». J'essaye d'y montrer qu'il y a deux formes, deux grands modèles de l'intervention de l'Etat du secteur public. Je les ai appelés : le modèle japonais et le modèle indien. Le modèle japonais c'est la rationalisation de ce qui a été fait après la restauration de Meiji. C'est donc un Etat pépinière du capitalisme privé. Le modèle indien, je ne dis pas que c'est le

modèle qu'on fait en Inde, mais c'est la rationalisation des prises de positions idéologiques de Nehru et du Parti Congrès. Donc, c'est un secteur public dont on détermine les contours. L' « Industrial Policy Act », définit ce qui est public et ce qui est privé et ce qui est soumis à la concurrence entre le public et le privé. C'est un secteur public qui se développe plus rapidement que le secteur privé et donc c'est une voie vers la nationalisation progressive des principales forces de production. Ces deux modèles ne fonctionnent nulle part en tant que tels, ce sont des modèles purs, Weberiens si on veut. Ils servent de cadre pour étudier les situations réelles. Les situations réelles seront toujours des combinaisons et des aller et des retours entre les deux modèles de capitalisme d'Etat. J'ai appliqué dans ma thèse ce cadre au Brésil pour montrer que la nationalisation du pétrole, à travers la création du Petrobras, fait partie du « modèle indien » qui s'insère toutefois dans un cadre globalement beaucoup plus proche du modèle japonais. Nous, et je dis nous, parce que j'avais le privilège de travailler avec Kalecki et pas mal de gens, commençons clairement à voir les spécificités du Tiers monde par opposition au système dit socialiste et par opposition au système capitaliste développé. Ce fut le point de départ de toute notre réflexion développée dans le cadre du cours de planification pour les économistes du Tiers monde, que nous avons organisé à Varsovie sous les auspices des Nations Unies, à partir de 1963. Ce cours d'ailleurs, à un moment, inquiète beaucoup une commission du Sénat américain. Le Sénat y voit une opération dangereuse parce que le cours n'essaie pas du tout d'endoctriner, ne dit pas que ce qui se passe à l'Est est parfait, il essaye d'expliquer comment fonctionne ou disfonctionne la planification en Pologne. Dès le premier cours, que faisait d'habitude Kalecki, nous disions : « N'essayez pas de nous prendre comme modèle, parce que vos

problèmes ne sont pas les mêmes que les nôtres. Essayez de comprendre les différences ». Un texte important de Kalecki traite des différences entre les problèmes des pays sous-développés et ceux des pays développés. L'autre idée forte était le pluralisme des solutions possibles à ce sujet. L'Inde donne évidemment une matière à réflexion extrêmement riche. Et aussi parce qu'en observant le Sud à partir de l'Inde on était tout le temps porté à comparer avec les autres pays non alignés puis il y a eu la confrontation avec la Chine. Donc, on est en plein dans une démarche comparatiste, dans la reconnaissance de la pluralité des vues du développement et modèle analysant le rôle de l'Etat, le rôle de la planification et la nécessité des réformes, dont la réforme agraire est peut être la plus importante. J'ai eu beaucoup de chance parce qu'en Inde j'ai rencontré quelqu'un comme Daniel Thorner. En Pologne, le débat sur la spécificité de l'économie et de la société paysannes avait bien, chez Thorner, comme toile de fond l'œuvre de Chayanov à l'époque proscrite en Union soviétique, mais était tout à fait fondamentale. C'est évidemment ce qui nous rapprochait le plus en Pologne à l'époque des problèmes du sous-développement dans les pays sous-développés. Nous étions le seul pays de l'Europe de l'Est à ne pas avoir poursuivi la collectivisation des terres, où la paysannerie continuait à être un secteur important de la société. C'est là que rentrent les historiens, y compris les médiévistes polonais, Witold Kula en particulier, qu'il faut mentionner ici parce qu'il a joué un rôle internationalement important avec sa théorie du fonctionnement de l'économie féodale. Par ailleurs, nous avons pu dialoguer d'une façon extrêmement fructueuse pour moi, avec Jerzy Tepicht, le premier responsable de la collectivisation en Pologne. Pendant la période stalinienne, Tepicht très vite se rend compte de la fausse route et démissionne de son poste au Comité Central du Parti pour

prendre la direction d'un Institut d'Etudes Agraires et y réfléchir pendant quinze ans sur un chemin alternatif qui pourrait mener vers le socialisme à partir de la reconnaissance du fait paysan, de la paysannerie. Les travaux de Tepicht sont résumés dans un ouvrage publié en France, sous un titre fantaisiste « Le Paysan polonais et le marxisme ». Ce n'est pas par hasard que nous continuions donc, en Pologne, à réfléchir en ayant l'Inde, un pays agraire par excellence, comme un de nos pôles de réflexion et que nous sommes, au prime abord, amenés à travailler et à critiquer « le socialisme arabe de l'Egypte ». Cela me valut par la suite de sérieux problèmes. Comment mobiliser les ressources latentes dans la famille paysanne sans commettre les erreurs d'une collectivisation hâtive et d'une mécanisation outrancière avant d'avoir résolu les problèmes des débouchés pour les gens qui seront déplacés des campagnes ? Ce fut un axe extrêmement important de réflexion, dans laquelle j'ai introduit le cas brésilien. C'est pour ça qu'à Varsovie, pendant les années 61-68, une réflexion comparatiste s'amorce sur le développement d'autant plus que Kalecki, ensemble avec Lange et Bobrowki, créent un séminaire conjoint où nous faisons passer tous les experts polonais travaillant dans les Pays du Sud : Ghana, Uganda, Irak et surtout en Algérie où Bobrowski était l'un des principaux conseillers

FL: Y a-t-il des ponts avec les Nations Unies sur cette réflexion ?

IS: Constants, les ponts sont constants pour trois raisons. D'abord, parce que le cours de planification est appuyé par les Nations Unies et cela nous permet de faire venir des conférenciers et ce sont les Nations Unies qui donnent un certain nombre de bourses aux économistes du Tiers monde. Nous faisons ce cours en anglais et une fois même en français pour les Algériens. Deuxièmement, parce que les Nations Unies, grâce au

prestige de Kalecki, commencent à nous inviter et c'est comme ça que j'ai participé comme expert à trois réunions successives sur la planification organisées par les Nations Unies à Ankara, à Amsterdam et à Santiago. Nous sommes aussi appelés à participer aux travaux de différentes agences des Nations Unies. On nous commanda, notamment, des jeux de planification à l'usage de l'Institut de Développement de Dakar. Nous fabriquions des jeux de planification en inventant des pays fictifs pour éviter un débat trop politique. Par exemple, le Coccoland, qui était un Ghana multiplié par, je ne sais plus, quel chiffre. Lorsqu'on ferma notre entrée, en 1968, nous étions en train de finaliser notre manuel des jeux de planification à l'usage des Africains. Les Polonais, peu nombreux recrutés aux Nations Unies, venaient de ce « pool » de participants à ce séminaire. Si cela avait dépendu des Nations Unies, je pense que nous aurions été plus nombreux dans leur sein. Une fois sorti de Pologne, j'ai su, par exemple, que j'avais été invité à deux reprises. Hans Singer voulait que je prenne une des divisions à l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel). Avant, c'était l'ESCAP (Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique) qui voulait que j'aie travaillé à Bangkok. Je n'ai jamais eu connaissance de ces invitations. Mais ça c'était normal pour ce qui est du fonctionnement du système, surtout lorsque la situation politique a commencé à se dégrader vers les années 65.

FL: Fin des années 50, enfin, années 50 et 60 aussi, il y a un large consensus sur les nécessités politiques de l'industrialisation, de planification du développement, de stratégie et un des personnages clé est Prebisch à la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes) qui a une influence importante.

IS: Oui, donc avec Prebisch et la CEPAL nous avons des rapports privilégiés pour deux raisons. D'abord, parce que Prebisch recrute un certain nombre d'anciens collaborateurs de Kalecki. Deuxièmement, parce qu'un des bras droit de Prebisch est Malinowski dont le rôle aux Nations Unies fut tout à fait significatif. Il s'agit d'un Polonais, socialiste de gauche et ami très proche d'Oscar Lange et du Premier Ministre polonais Cyrankiewisz mais qui, après avoir été à Londres pendant la guerre, se trouve aux Nations Unies dès le début et devient secrétaire de l'ECOSOC (Conseil Economique et Social des Nations Unies). A ce titre là, il joue un rôle très important dans la création de la CEPAL et de l'ESCAP (Commission Economique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique). Et Prebisch le prend comme son bras droit dans la construction de la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement). Or, Malinowski passait d'habitude ses vacances en Pologne. Bon, les rapports avec lui étaient très cordiaux. J'ai eu le privilège de devenir un de ses amis les plus jeunes. Nous aurions pu jouer un rôle politique beaucoup plus important, dès la première CNUCED, s'il n'y avait pas eu une reculade politique en Pologne. Je faisais partie du groupe qui préparait la position de la Pologne pour la première CNUCED et nous avions comme cheval de bataille l'idée de construire des rapports avec les pays du Sud en jouant sur la possibilité d'accords à long terme, et non pas sur les prêts de capitaux parce que nous n'étions pas capables de soutenir la concurrence occidentale en matière d'offre de capitaux. Cette idée a été inspirée par Kalecki. Elle a fait l'objet d'une négociation entre la Pologne et l'Inde en 1961. J'ai participé à cette négociation en tant que chef de la délégation polonaise, non pas parce que j'étais à l'origine appelé à l'être. Je devais être le numéro deux, mais étant donné le caractère politiquement complexe de la proposition,

le chef désigné a choisi de tomber malade. Nous pensions que la Pologne et l'Inde étaient en mesure de signer des accords commerciaux à vingt ans, sans définir les prix d'avance, mais en définissant les règles objectives de modification des prix à des échéances prédéterminées et en s'attachant à amortir les variations. Et puis, l'idée était de négocier plusieurs contrats d'exportation et plusieurs contrats d'importation à la fois pour mieux distribuer les avantages. Je n'ai pas eu trop de mal à convaincre mes interlocuteurs, à commencer par Pitamber Pant, à l'époque responsable de la planification de long terme au Plan Indien. Une fois que je les ai convaincus, en une semaine le protocole était signé. Ma première surprise, au retour à Varsovie, a été d'apprendre que le communiqué de presse conjoint n'avait pas été publié en Pologne. Je suis allé chez le Ministre du Commerce Extérieur, W. Trampezyvski, pour qui à l'époque j'étais conseiller. Ce Ministre était en même temps le chef de la Chaire à laquelle j'étais attaché à l'Ecole de Planification. C'était un économiste connu avec un doctorat autrichien d'avant la guerre. Quelqu'un d'ouvert au niveau intellectuel. Il m'a dit : « Vous avez fait un bon travail, maintenant allez vendre cette idée à mes collaborateurs. » Le premier chez qui je suis allé était le directeur du Département du Commerce avec les pays du Sud. Sa réaction : « Il n'y a que des cinglés comme Kalecki et vous qui proposent des histoires pareilles. Tant que je serai directeur, il n'y aura pas d'accords à long terme parce qu'aussi longtemps que les termes de change varieront en notre faveur, tout ira très bien. Mais, le jour où ils varieront en notre défaveur, qui ira en taule, vous ou moi? » Seconde chose, nous voulions négocier simultanément les contrats à long terme allant dans les deux directions. Notre grand atout était la capacité de construire des mines de charbon en Inde. Mais les experts chargés de vendre ce projet clés en main sont partis de Varsovie le

lendemain de mon arrivée. Ils s'en foutaient comme de « leur première chemise » des accords d'importation qu'on pourrait un jour signer. Là, le problème était d'avoir au plus tôt la prime d'exportation. Donc, nous avons assez vite compris, qu'institutionnellement, cette idée de coopération sous forme d'échange de contrats pluriannuels d'exportation et d'importation devait être travaillée dans un certain détail. L'articulation de la collaboration à long terme entre pays à régimes politiques différents se devait d'être notre principale contribution à la CNUCED.

Mais un mois avant la CNUCED I, on a changé la composition de la délégation polonaise. Alors que je devais être le numéro deux, je fus dégradé. Je ne suis pas allé à la CNUCED en signe de protestation. Mais l'attrait de notre proposition était tel que cette résolution a été votée à la première CNUCED, sauf qu'elle n'a jamais été respectée par la suite par les pays de l'Est. Quant à ses auteurs, on nous a collés l'étiquette de « chevaux de Troie du Tiers monde ». Bon, c'est pour vous dire qu'avec la CNUCED on aurait pu avancer beaucoup plus. J'ai par la suite participé à la rédaction d'un rapport sur ces questions, qui a été commandité par le Secrétaire de la CNUCED à un groupe de douze experts. Mais ça n'a pas eu de suite, non pas parce que les pays du Tiers monde n'étaient pas intéressés, mais parce que les pays socialistes n'avaient pas le courage de s'engager dans une voie novatrice. Ça s'est fini en queue de poisson, pour appeler les choses par leur nom.

FL: Et rétrospectivement, comment vous voyez la CNUCED, parce qu'il y avait de grands espoirs ?

IS: Je vois rétrospectivement la création de la CNUCED comme une date extrêmement importante dans l'histoire des Nations Unies, peut-être le moment où

l'influence des pays du Sud était à son maximum, surtout si je compare la création de la CNUCED à l'échec de 1975 autour du Nouvel Ordre Economique International. Si cela devait dépendre de moi, j'aurais inversé dès le départ les termes « Conférence Internationale sur le Développement et le Commerce » et non pas « Conférence sur le Commerce et le Développement », puisque la notion centrale est le développement. Cela me permet de dire que c'est peut-être l'échec le plus important au niveau institutionnel des Nations Unies, que les Nations Unies, sous prétexte que tout le monde est concerné par le développement, n'ont jamais été fichues de créer un centre fort, capable de penser, d'articuler et de stimuler la réflexion sur le développement. Parce que le PNUD (Programme des Nations Unies sur le Développement) n'a pas du tout cette fonction. Peut être qu'il essaye de se l'arroger aujourd'hui à travers son rapport sur le développement humain, mais le PNUD a été pensé comme une agence d'exécution et non pas comme un lieu de pensée. La seconde faillite de ce point de vue, a été l'incapacité de faire de l'ONU un outil dans le travail des Nations Unies. J'ai pas mal réfléchi là-dessus, ayant été pressenti pour participer à la définition de l'ONU dès ses début. Mais, soit un court circuit administratif ou des dates malchanceuses d'été, ou soit peut-être les propositions tout à fait préliminaires que j'ai faites ont un peu choqué. Le fait est que je n'ai pas eu de contacts avec l'ONU jusqu'à l'arrivée du second recteur, Sockjatmoko. En revanche, celui-ci nous a invité, on était une dizaine peut-être, à une réunion informelle à Genève pour discuter, à bâtons rompus, de ce que pourrait être l'ONU. Ensuite, nous avons revu Sockjatmoko à une réunion à la Haye qui a abouti au lancement de la FIPAD. Et aussitôt installé à Tokyo, il m'a invité pour venir passer deux semaines afin de regarder ce qu'est l'ONU et faire des propositions libres. Mon document doit exister

quelque part, mais je ne l'ai pas revu depuis, ça devait être en 1977 ou 1978. J'ai essayé de dire que l'ONU avait un mandat extraordinaire parce qu'elle a une charte qui lui garantit une indépendance totale. Au départ, on pouvait penser qu'il y aurait des ressources financières importantes puisque les cent millions de dollars initiaux au moment où on démarrait l'ONU, ce ne sont pas les, je ne sais pas combien, 250-300 millions de dollars d'aujourd'hui. Mais, de toute façon, puisque les Japonais donnaient 100 millions, on pouvait s'attendre que les autres pays développés donneraient trois, quatre, cinq fois plus. Et ils n'ont pratiquement pas donné un sous, en tout cas, les Etats Unis. Ils se sont dit : « Si les Japonais paient, ils n'ont qu'à payer. » Le résultat : l'ONU a toujours eu du mal avec son budget et, par dessus le marché, elle a fait une opération de change peu heureuse parce qu'elle a changé ses dollars en yens à un très mauvais moment. Donc, ce n'est pas du tout une institution qui a la taille qu'elle aurait du avoir et il est un peu ridicule de parler d'une Université des Nations Unies qui, en réalité, est une petite fondation de recherche. Et je dis petite parce que comparé au Rockefeller, Ford, Mac Arthur et autres, de quoi parle-t-on ? Même si on ajoute les instituts qui sont venus se greffer. Mais je pense que l'ONU aurait pu jouer un rôle différent. D'abord, devenir une université des universités, c'est-à-dire de lancer des programmes qui seraient démultipliés par l'ensemble des universités du monde. Proposer des concours d'idées, jouer un rôle d'incitation et d'orientation par rapport au système universitaire mondial, ce qu'elle ne fait pas du tout. Deuxièmement, elle aurait pu avoir une fonction tout à fait fondamentale à l'intérieur du système onusien soit, tout d'abord, en tant qu'unité de prospective, c'est-à-dire l'éclaireur qui signale les problèmes qui vont venir. Ensuite, comme un instrument d'évaluation de l'efficacité ou de l'inefficacité du fonctionnement

du système des Nations Unies. L'ONU a théoriquement l'indépendance intellectuelle nécessaire pour qu'elle dise tout le mal qu'elle pense de tel ou tel autre organe des Nations Unies. Au lieu de ronronner, comme on ronronne dans toutes les évaluations intérieures...

FL: Elle n'a jamais utilisé cette indépendance ?

IS: Non, attendez, je finis mon propos. Troisièmement, de fonctionner comme un lieu de coordination de la recherche du système onusien qui a un potentiel extraordinaire, mais qui n'a jamais été sérieusement coordonné. Il y a des coordinations formelles, des réunions qui se tiennent, je ne sais plus à New York ou à Genève, mais en réalité, il y a eu duplication d'efforts élémentaires que tout le monde fait et il y a une absence des choses plus pointues qui iraient plus loin, parce qu'on n'a plus le temps, ni la force. Tout le monde raconte les mêmes généralités sur le développement, la mondialisation, la pauvreté, l'exclusion sociale, vous êtes bien payé pour le savoir. Bon, mais il n'y a jamais eu de système. Il ne s'agit pas d'enlever tout le pluralisme qu'il y a dans le système, mais il ne faut pas non plus, sous prétexte du pluralisme, qu'il y ait tellement de répétitions et de double emploi. J'ai présenté mon papier au staff de l'ONU, en leur disant : Dites-vous que vous avez comme mission d'oublier, autant que cela se peut, que vous êtes au sein des Nations Unies et de vous rappeler, autant que cela se peut, que vous êtes une université indépendante. On a fait exactement l'opposé. On a transformé l'ONU en une agence des Nations Unies. Résultat, quel que soit la bonne volonté et la compétence des gens qui sont à la tête de l'ONU, tant qu'on ne redéfinira pas la fonction de l'ONU dans le système onusien et tant qu'on ne se penchera pas sur les problèmes : pourquoi la recherche à l'ONU et quel type de recherche et quelle

coordination ; on va sous utiliser un outil absolument fondamental. On a qu'à voir le parti que tire de la recherche la Banque Mondiale et la façon dont la Banque Mondiale a complètement marginalisé ou presque complètement marginalisé, la recherche des différentes agences des Nations Unies. Donc, là j'ai des sentiments, disons, de frustrations fortes. Cela dit, ça me permet de rebondir et de revenir à la CNUCED. Il n'est pas dit clairement quelle est la fonction de la CNUCED par rapport à l'Organisation Mondiale du Commerce, par rapport au Secrétariat Général. Il y a une ambiguïté, on tolère des choses à la CNUCED qu'on ne tolère pas ailleurs. Mais en même temps, les pays industrialisés ont suffisamment d'emprise pour la CNUCED pour lui empêcher d'aller aussi loin qu'il serait nécessaire qu'elle aille. Je pense que Rubens Ricuperro a l'air de se tirer très bien de son mandat, mais je dois dire que dans la presse que je consulte -et je lis *The Economist*, *l'Expansion*, les *Alternatives Economiques*, je lis plusieurs quotidiens, je lis la presse brésilienne, je lis encore la presse indienne, enfin je pense être passablement bien informé- les échos de la dernière CNUCED à Bangkok ont été presque nuls. Je ne sais vraiment pas ce qui s'est passé.

FL: On parle des différentes organisations. Vous avez parlé de l'UNESCO. Maintenant puisque vous avez contribué à plusieurs reprises à l'UNESCO...

IS: ... Quelle UNESCO ? Parce que l'UNESCO que j'ai connue lorsque j'ai débarqué la première fois, je pense en 1964, et l'UNESCO que je connais aujourd'hui, ont très peu en commun, sauf le nom. Je commence par un épisode. Je suis venu à l'UNESCO la première fois à la demande d'Oscar Lange, qui était déjà très malade, pour le représenter et par la suite j'ai repris sa place dans la production d'un grand rapport sur les tendances principales dans les sciences sociales qui a été publié en 1970. Je suis

rentré dans la salle, c'était d'ailleurs mon premier séjour à Paris, je ne connaissais pas Paris avant, et j'ai trouvé autour d'une table Lazerfeld pour la sociologie, Mac Kenzie pour les sciences politiques, Levi Strauss pour l'anthropologie, Piaget pour la psychologie.

FL: Tout le monde!

IS: Attendez, attendez, il y avait encore Jacobson pour la linguistique, Trist pour l'interdisciplinarité et moi, j'étais là à la place de Lange pour l'économie. A la fin de la réunion, la télévision romande de Genève a organisé un programme. On a invité Piaget, parce qu'il était Piaget et il était suisse, on a invité Levi Strauss parce qu'il était Levi Strauss, on a invité Lazerfeld parce qu'il était Lazerfeld, Jacobson parce qu'il était Jacobson et moi parce que j'étais l'Européen de l'Est de service. C'était évident. Et d'ailleurs, c'était très gentil de m'inviter... J'ai eu, pendant un moment, une volonté presque irrésistible de dire que j'aime le gruyère. Qu'est-ce que vous vouliez que je dise face à ces personnalités ? Bon, l'UNESCO à l'époque savait mobiliser les plus grands esprits du siècle autour de très grands problèmes, autour d'un petit nombre de grands problèmes. Au fur et à mesure où les années ont avancé, on a inversé la formule. Aujourd'hui, on a du mal à faire venir une grande personnalité au milieu de quinze ou vingt personnes tout à fait respectables mais qui ne font pas le même poids pour une réunion qui n'a pas de suite, qui est un feu d'artifice. Au mieux, on en publie, deux ans plus tard, un compte-rendu ou les annales. Mais il y a une telle dispersion de sujets, de thèmes, de choses et c'est difficile de voir où l'UNESCO frappe en ce moment les grands coups. Cela vient du fait que, justement, il y a d'abord cette maladie onusienne de recherche des équilibres géographiques qui m'a fait une fois proposer dans une des

réunions, je ne me rappelle plus sur quel sujet, que puisqu'il y avait plus qu'une place et qu'on avait encore tellement de groupes à satisfaire, on ferait bien de trouver une femme qui soit secrétaire d'un syndicat latino-américain d'évêques catholiques ! Au lieu d'utiliser des critères substantifs, on utilise des critères de diplomatie, enfin, de géographie. De la même façon, on n'a pas le courage de dire quelles sont les dix priorités de l'UNESCO pour les cinq années à venir en écartant les cent-cinquante autres thèmes dont on ne veut pas, tout au moins, pour le moment. Je pense que c'est la raison principale de la dérive de l'UNESCO. Avec des exceptions tout de même. J'ai vécu une période qui a été intéressante lorsqu'on a préparé la position de l'UNESCO au Sommet Social de Copenhague. Il y a quand même eu un recentrage des intérêts, tout au moins des sciences sociales, et je pense que le programme « MOST » (Management of Social Transformations Program) qui en est sorti, est non seulement la dernière présence de l'UNESCO dans le domaine social, mais qu'il a des aspirations qui me paraissent raisonnables. Mais il n'a pas les moyens de ses aspirations parce que ces moyens sont éparpillés. Education, Culture, Sciences, c'est beaucoup de choses à la fois. Le domaine où les échecs des Nations Unies sont les plus clairs est celui des sciences techniques. J'étais à la première Conférence des Nations Unies sur la Science et la Technique au Service des Pays du Tiers monde. La délégation américaine avait à cette réunion, je crois, trois cents personnes. Ça a été une réunion monstrueuse qui a duré trois semaines, avec mille huit cent soixante papiers présentés. Tout ça c'était pour créer une, disons, agence de sciences et techniques que l'UNESCO, entre autre, a bloqué, parce c'était enlever une partie de ses compétences. Je n'ai pas suivi les détails. L'ONUDI en est sortie d'une façon oblique. Puis il y a eu la Seconde Conférence de la Science et

Technique à Vienne en 1979, je crois, à laquelle je ne suis pas allé et où il était question de créer un Centre des sciences et techniques des Nations Unies qui fut créé et fermé après quelques années, et de créer un Fonds. Et ce Fonds n'a jamais vu le jour ou, en tout cas, il a eu des centimes là où on a dit qu'il fallait qu'il ait des francs nouveaux. Résultat, dans un domaine aussi fondamental que la science et la technique, je ne vois pas aujourd'hui d'organismes aux Nations Unies qui aient la capacité d'assumer, au moins partiellement, l'initiative d'un débat pourtant fondamental. Bon, l'UNESCO en fait un peu. L'ONUDI est en train de survivre péniblement. Les vraies discussions sur la science et la technique ont été, à travers les Accords de Marrakech, envoyées à l'Organisation Mondiale du Commerce et à l'Accord sur la propriété intellectuelle, c'est son domaine. Et donc, il n'y a pas en ce moment aucune réflexion substantive, par exemple, sur la façon dont il faudrait s'y prendre pour renforcer effectivement les capacités locales de recherche dans des domaines aussi fondamentaux que l'agriculture, l'eau, etc. Et il y a cette dérive, de plus en plus forte, vers la privatisation de la science et de la technique, alors que nous étions, au départ, partis sur l'idée qui était une des idées les plus riches, je dirais, de l'univers onusien : que la science est le patrimoine commun de l'humanité. Un haut fonctionnaire de l'UNESCO s'est fâché contre moi dans une réunion l'année dernière quand j'ai dit que le concept du patrimoine commun a été complètement abandonné. Il a dit : « Comment ? Nous avons un patrimoine commun artistique. Nous avons le patrimoine commun artistique naturel. » Bon, donner des labels UNESCO à tel monument historique ou tel autre paysage c'est facile. Mais comment traiter de la pensée en tant que patrimoine commun de l'humanité ? Je ne recommande pas une solution sectaire qui consisterait à déposséder tous les détenteurs de

tous les brevets une fois pour toute, mais je suis très très intéressé à voir qu'est-ce qui va se passer, par exemple, dans un domaine aussi fondamental que l'eau. Pour moi, ce qui s'est passé le mois dernier en Bolivie c'est peut-être quelque chose de très très important comme date historique. Parce que nous avons connu dans le passé de nombreuses révoltes paysannes contre la gabelle que ce soit en France ou en Inde, mais je crois que c'est pour la première fois qu'il y a eu des barricades à Cochabamba à cause des tarifs d'eau. Alors, évidemment, le tarif d'eau, ce n'est pas exactement le sujet. Mais derrière, il y a le problème des connaissances, des connaissances brevetées et privatisées.

FL: Vous parlez du débat sur les technologies, ça nous mène aux années 70. Ce sont les années où, en une décade, on fait l'état de foisonnement des nouvelles idées. Alors il y a le Programme Mondial sur l'Emploi du BIT dont une partie est sur les technologies appropriées. Il y a tout un débat sur ça. C'est aussi l'année du développement des besoins essentiels où on voit que la problématique des besoins essentiels est reprise par la Banque Mondiale. C'est aussi, à ce moment là, tout le débat sur les rapports problématiques entre croissance et développement avec le projet de la Fondation Hammarskjöld pour un autre développement. Est-ce que vous pourriez...

IS: Oui, je pense que rétrospectivement les années 60-70 sont la période féconde de ces cinquante ans. C'est le moment où l'influence des pays du Sud est à son sommet : création de la CNUCED, puis de l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole) ; donc, où on essaye de vraiment penser le développement. Et, en même temps, je pense que c'est aussi la période dans laquelle on tord le cou à travers l'interprétation extrêmement partielle de certaines idées. Vous avez mentionné trois exemples. Donc :

techniques appropriés, l'approche par les besoins, vous avez donné un troisième exemple...

FL: Le programme sur l'emploi.

IS: Oui, l'emploi. Bon alors je commence par le dernier. Il était évident que la conférence sur l'emploi était une des conférences les plus importantes, mais elle n'a pas eu de suite. Pourquoi était-elle l'une des plus importantes ? Parce que nous nous sommes rendus compte -et là il faut dire que l'apport par exemple de Dudley Seers et de l'équipe de Sussex, de Hans Singer et d'autres étaient important, et d'ailleurs nous autour de Kalecki à Varsovie- qu' on était absolument sur la même ligne, même une croissance forte ne résoud pas automatiquement le problème de l'emploi. Donc, il faut repenser le développement à partir de l'emploi. Bon, ça c'était une idée très forte, d'autant plus qu'on était encore dans les taux de croissance démographique forts, donc les entrées pléthoriques sur le marché du travail. D'un côté, cela donnait d'autant plus de force à l'idée de la réforme agraire là où elle n'a pas été faite et aux problèmes de la paysannerie. Et, de l'autre côté, au besoin de penser le développement à partir de l'emploi et non pas de le penser à partir de la croissance et regarder ensuite qu'est ce que ça donnera en termes d'emploi et de répartition des revenus. J'ai longuement écrit là-dessus, dans mon dernier papier sur Kalecki, qu'il fallait partir de l'emploi et de la répartition des revenus et construire autour d'une stratégie. Bon, la conférence de 1974 aurait pu être un début mais il n'en a rien été. Il y a eu les missions sur l'emploi dans des pays qui, à mon avis, étaient une des choses les plus intéressantes que les Nations Unies aient fait. La mission de Dudley Seers en Colombie, la mission Singer au Kenya, la mission au Ghana. Et lorsque j'ai essayé de relancer cette idée auprès du BIT lorsque j'étais au Conseil de son

Institut, on m'a dit que c'était un passé révolu. Je continue à penser que c'est la meilleure chose qu'il y a à faire dans les circonstances actuelles. C'est d'aller voir sur le terrain comment on articule l'emploi : techniques appropriées. On a laissé exprès, à mon avis, beaucoup d'espace aux thèses schumacheriennes – « small is beautiful »- pour que les gens bien intentionnés voulant travailler sur le Tiers monde s'enferment dans ce petit ghetto – « small is beautiful » – et laissent le reste au « business as usual ». Je pense que beaucoup de gens sont tombés dans ce piège, non pas que j'aie des objections à l'idée qu'il faille se servir des techniques intermédiaires dans certaines circonstances et certains endroits, mais on ne peut pas et on n'a pas le droit d'en faire une religion. Il faut avoir une stratégie par rapport à toutes les techniques. Et en insistant trop sur une catégorie, on a l'effet de filer sur les autres sujets.

FL: Sur les besoins essentiels ?

IS: C'est peut être là que la confrontation a été la plus totale. Il est certes légitime d'opposer la logique des besoins à la logique du marché. Et donc raisonner en valeur d'usage et non pas en valeurs d'échange, de raisonner en termes de ce qui est le droit des uns et des autres et non pas de leur solvabilité pour s'acheter telle ou autre marchandise. Bon, cette discussion on ne l'a pas poursuivie, sauf dans des cas rarissimes. Je viens de tomber sur des travaux extrêmement intéressants de Shekhar Singh et plusieurs économistes indiens qui proposent à propos de l'eau, une démarche qui consiste à mettre de côté la quantité d'eau nécessaire pour satisfaire les besoins en eau potable avant de décider qu'elle est la part de l'eau qui peut aller sur le marché. Je pense qu'il y a là quelque chose d'intéressant parce que c'est la première fois que je vois une tentative d'articuler les deux approches, alors qu'elles ont été toujours discutées en termes

d'opposition ou de juxtaposition et pas d'articulation. A cela près, je vois très peu d'efforts dans ce sens là. Surtout lorsque nous, dans notre rapport « What Now », parlions d'un développement « need-oriented » (d'une orientation à partir des besoins), nous disions aussi que ces besoins ne doivent pas être définis à travers une démarche démocratique. Ce sont les intéressés qui doivent définir leurs besoins, alors que ça a été transformé dans quelque chose de caricatural et qui, d'ailleurs, ressemble étrangement à la planification dogmatique de mauvaise loi que nous avons connue dans certaines parties de l'Europe de l'Est et qui consiste à dire : « Tant et tant de mètres carrés de logements par tête de pipes, tant et tant de calories, tant et tant de protéines, etc. » Ce que Galtung a critiqué à travers une boutade : « Si c'est ça le « need-oriented development », c'est alors le modèle de la girafe au jardin zoologique. Elle a un toit haut percé au-dessus de sa tête, elle a toutes les calories qu'il faut, un vétérinaire qui va l'obsculer dès qu'elle éternue, parce que ça coûte chère une girafe. Est-ce que c'est ça notre univers des besoins ? »

Bon, il y a des besoins matériels, des besoins non matériels, il y a l'articulation des différents besoins. Ce sujet a été merveilleusement résumé dans une phrase de Lebré : « Le développement est la création d'une civilisation de l'être -mais il ajoutait - dans le partage équitable de l'avoir. » Vous avez tout là dedans. Prenez l'approche par besoins de la Banque Mondiale et il ne reste rien de cela. Donc, finalement, les années 1960-1970 c'est le foisonnement des idées. C'est le postulat d'un Nouvel Ordre Economique International mal posé et trop dogmatique. Je veux bien, mais je pense qu'en ce début de l'année 2000, le problème d'un nouvel ordre économique international est tout aussi actuel, puisque la mondialisation, sous sa forme actuelle, mène à une marginalisation croissante d'une partie importante des habitants de cette planète. Donc, je dirais qu'au

début des années 1970 on avait un agenda, un ensemble de questions qui étaient tout à fait pertinentes, mais que nous n'avons pas su cultiver parce qu'il a eu deux choses qui sont arrivées depuis. La première, c'est que les pays producteurs de pétrole n'ont pas su profiter de leur position et ont recyclé leurs pétrodollars à travers les banques occidentales, donc ils ont renforcé l'emprise des banques occidentales sur l'économie mondiale. Deuxièmement, après l'invasion de Tchécoslovaquie, la crédibilité du socialisme réel est devenue nulle, donc le capitalisme occidental est revenu à son arrogance d'avant 1929 et on a assisté à une poussée du néolibéralisme. On a très bien profité de la poussée inflationniste. On a lutté contre l'inflation en assassinant en même temps tout l'héritage du keynésianisme. C'est-à-dire, paradoxalement, le début des années 1970 c'est le moment où la puissance et où le poids politique du Tiers monde est à son maximum ; mais c'est aussi le moment où se fait le basculement dans la phase dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Parmi les idées qui s'imposent dès le début de 1970, il y en a une que nous avons oubliée et qui n'est pas des moindres. C'est la révolution environnementale. Elle devrait trouver sa place dans l'analyse que je viens de faire. On découvre la problématique de l'environnement, paradoxalement, en tant que coût d'une croissance. C'est l'âge d'or du capitalisme, les Trente Glorieuses. Nous connaissons une croissance qui est socialement bénigne, tout au moins chez nous, dans les pays du Nord qui est passablement positive dans pas mal des pays de la périphérie, d'autant plus que ça coïncide avec l'euphorie de l'indépendance, la décolonisation. Et puis, nous découvrons tout d'un coup qu'il y a un coût environnemental énorme et donc on se pose le problème : « Que faire ? » On en est exactement au début des années 70. J'ai participé à la première grande réunion pour discuter de l'environnement en tant

qu'un défi posé aux sciences sociales. Cela c'est passé en mars 70 à Tokyo. Ensuite, il y a la décision des Nations Unies de faire la première conférence sur l'environnement. Elle est convoquée pour juin 1972. Pour ce qui est du développement, la réunion cruciale est celle qui se fait en juin 1971 à Founex. On sort de Stockholm avec l'idée que le développement et la gestion de l'environnement peuvent être harmonisés. A ceux qui disaient : « La seule façon de prendre en charge l'environnement est d'arrêter la croissance », nous répondons à Stockholm d'une façon assez forte que non. La seule façon de prendre en charge l'environnement consiste à modifier les modalités de cette croissance et les usages qu'on en fait. Donc, on sort finalement avec une critique de la croissance sauvage avec un programme qui est éminemment social, économique et donc politique. Une fois de plus, on lui tord le cou en expliquant que tout s'arrangera si on internalise la problématique environnementale dans le jeu du marché : l'application du principe pollueur payeur est sensée produire des miracles. Il faudra vingt cinq ans pour se rendre compte qu'un miracle n'a pas eu lieu alors que c'était évident depuis le début qu'on peut internaliser en partie l'environnement dans l'économie du marché, mais qu'on aura jamais une stratégie qui articule d'une façon appropriée le social et l'environnemental sans un rôle poussé de l'Etat. Rio, qui reprend vingt ans plus tard le flambeau de Stockholm, fort du Rapport Brundtland. Le Rapport Brundtland, au plan intellectuel, n'a pas ajouté quelque chose à ce qui a été écrit auparavant, mais a été important puisqu'il a vendu la mèche aux gouvernements. Nous revenons aux idées clés de Stockholm, d'une façon plus forte à Rio. Si on regarde maintenant bientôt Rio plus dix, on a une régression sur tous les fronts, ou presque.

FL: Mais la position américaine a joué aussi.

IS: Dans tout ça, la position américaine a joué un rôle majeur. Mais l'absence d'une position forte européenne joue un rôle tout aussi grand. J'ai été amené à discuter cette question pas mal de fois ici en France. Personnellement, je trouve qu'il aurait peut-être mieux valu émettre un vote minoritaire et prendre des positions claires plutôt que toujours penser en termes de vote utile. Je pense que la position française, et la position européenne depuis qu'il y a une Europe au FMI (Fonds Monétaire International), est trop timorée. Je sais bien que si on avait pris une position différente, on aurait perdu au vote. Parfois il vaut mieux perdre en affichant ses couleurs que de gagner en perdant son honneur. Or, c'est ce qui nous arrive maintenant à tous les coups. Donc, je pense que c'est trop facile de mettre cela sur le dos des Américains, mais les Américains font ce qu'ils font parce que les autres les laissent faire ou les laissent un peu trop faire. Dans ce contexte, je pense que l'essoufflement, sinon la disparition du mouvement des non-alignés, est une des grandes tragédies de cette fin du XXe siècle. Parce que je continue à penser qu'une bonne articulation des pays du Sud aurait pu peser. Je continue à penser que la réforme des Nations Unies ne viendra pas de la réflexion des pays du Nord, que cette réforme toute indispensable, ne viendra que d'un effort intellectuel inspiré par le Sud. Or, j'ai bon me promener à travers le Sud, je ne vois pratiquement pas d'endroits où on est en train de réfléchir là dessus, parce qu'on s'autocensure, par exemple, en disant : « Ça ne vaut pas la peine parce que ça ne sera pas accepté. » Si on veut un jour changer le monde il faut lancer des idées, tout en sachant qu'au départ elles ne seront certainement pas acceptées, voir même combattues. Elles feront leur chemin peu à peu ou elles ne le feront pas. Ça, c'est l'histoire qui nous le montrera.

FL: Vous m'avez parlé à l'heure du midi de cette idée d'OCDE (Organisation pour la Co-opération et le Développement) des pauvres, justement pour contrebalancer...

IS: Ca c'était une des idées fortes du Rapport de Dag Hammarskjöld. Pour qu'il soit efficace, « Le syndicat des Pauvres » (the trade union of the poor) doit se munir d'une certaine capacité d'analyse et de concertation qui n'a pas. Et nous avons opposé l'OCDE, le « think tank » des pays riches à l'absence d'un « think-tank » du Sud. Nous avons fait de gros efforts à la FIPAD pour aller dans cette direction. En particulier, il y a eu tout l'épisode des bulletins SUNS (Special United Nations Service) qui étaient dirigés vers les Ambassades des pays du Sud pour qu'elles sachent ce qui se passe dans l'ensemble des Nations Unies, alors qu'elles n'ont pas les moyens de se payer le nombre de secrétaires qui sont nécessaires pour suivre toutes les commissions dans toutes les sous-commissions, dans tous les organismes des Nations Unies.

FL: Et qui finançait ce bulletin ?

IS: Le bulletin était au départ financé par la FIPAD, laquelle bénéficiait entre autres d'un apport des fonds sans contrepartie de la part de quelques pays « likeminded », notamment les pays scandinaves et les Pays Bas. L'idée astucieuse était que sept, huit pays donnent chacun, je ne me rappelle plus, quarante, cinquante mille dollars par an, sans rien demander en contrepartie. Après, on a été aussitôt saisi par un grand projet néerlandais pour étudier les « unheard voices » (les voix qui ne se font pas entendre sur le développement) qui a donné lieu au projet Tiers Système. Mais il y avait au départ l'idée qu'une fondation pour un autre développement doit avoir la capacité de faire des choses sans que ce soient des contreparties sous forme de projets. Et je pense que le SUNS est né de cette idée là. Puis après il y a eu l'idée de le faire par abonnement, c'est-à-dire de

le faire payer au prix coûtant par les Ambassades des pays du Tiers monde et, aussi étrange que cela apparaisse, on n'est pas parvenu à le faire. Or, c'était des clopinettes en termes d'argent. C'est une incapacité de voir l'importance de s'organiser. Je dirais probablement une méfiance aussi par rapport à l'analyse de l'autre. En tout état de cause, nous sommes plus désorganisés que jamais, puisque le South Center, pour positive que soit son action, est trop petit pour avoir une influence réelle sur le fonctionnement de l'ensemble des gouvernements. Et je ne pense pas que les soixante dix sept soient aujourd'hui mieux articulés qu'ils n'étaient il y a vingt ans. Plutôt, le contraire. Or, c'est quand même fantastique d'avoir une majorité dans certaines enceintes qui se régissent par des règles de démocratie, et non pas par les règles de la démocratie du dollar, et qui ne se sert pas de cette majorité. C'est quand même assez extraordinaire.

FL: Je voudrais revenir une minute sur la préparation de Stockholm et des gens qui ont joué un rôle important, Strong, Nerfin. La problématique de l'environnement n'était pas une des priorités des pays en voie de développement et on voit dans les années 60 une sensibilisation de l'ECOSOC au problème de l'environnement. Qu'est ce qui pousse la question de l'environnement au sein des Nations Unies?

IS: Ecoutez, j'ai débarqué là dedans en 1971. Donc je ne connais pas très bien l'épisode du vote de la proposition suédoise pour réaliser Stockholm. Mais c'est clairement une préoccupation des pays du Nord au départ. Et je dirais que notre contribution, en particulier à travers Founex, a consisté à ne pas en faire uniquement une préoccupation des pays du Nord et de dire que les problèmes de l'environnement existent aussi dans les pays du Sud, il y a une dialectique complexe entre la pauvreté et la destruction de l'environnement, que l'environnement est détruit aux deux extrêmes de la

pyramide sociale par la surproduction sur les ressources que font les riches et par la destruction que font les pauvres qui sont contraints à vivre « from health to mouse », en essayant de tirer leur maigre survie à travers la surexploitation des terres et des ressources auxquelles ils ont un accès insuffisant. Donc, on a posé le problème de l'environnement comme un problème mondial et pas comme un problème du Nord. On s'est douté, au départ, à une position d'une partie du Sud qui disait : « l'environnement est une invention des pays du Nord pour freiner l'industrialisation des pays du Sud. » C'était la position brésilienne en 1971, très clairement, qui va comme ça : « Nous sommes suffisamment grands pour abriter toutes les industries polluantes du monde ; et quand nous aurons le PIB par tête du Japon, nous aurons tout le temps de nous occuper de nos problèmes de l'environnement. » Il faut dire que déjà à Stockholm la délégation brésilienne ne parlait pas de cette façon là. Donc, il y a eu au départ la polémique du double tranchant, c'est-à-dire contre ceux qui disaient que l'environnement est une lubie des riches et qu'on n'a pas de quoi s'en faire et de ceux qui disaient que l'apocalypse est pour demain et qu'il faut arrêter la croissance quel qu'en soit le prix social. C'était les « zégistes » et c'était la position des verts, des verts inconditionnels partisans de la « deep ecology ». Elle l'est jusqu'à aujourd'hui, c'est-à-dire aucune considération du social. Déjà à Founex on a mis dos à dos ces deux positions extrêmes. On a dit non à la non-croissance, mais aussi non à la croissance sauvage, en essayant de redéfinir les modalités de la croissance et des usages qu'on en fait. Je pense que cette idée était déjà tout à fait claire à Founex. La conférence de Stockholm a été importante parce que cette idée y a été accréditée, alors qu'au départ Stockholm ne fut pas pensée comme une conférence Nord-Sud. Le nom anglais de la conférence était UN Conference on Human

Environment. Et vous voyez le chemin parcouru lorsque vous regardez le titre de la conférence de Rio, UN Conference on Environment and Development. Et je rappelle ce que j'ai dit à propos à la CNUCED, pour moi, cela aurait dû être une conférence sur le développement et l'environnement, mais, de toute façon, le développement y était déjà inscrit. Peut-être le résultat le plus important de Rio a été précisément la manière dont a été structuré l'ordre du jour.

FL: Je commence la deuxième cassette de l'interview du professeur Sachs. Pour finir, je voudrais revenir sur la source des idées, leurs impacts, comment les idées circulent au sein des Nations Unies, le rôle des personnes extraordinaires, comme le rôle de Prebish, de Kalecki, des gens qui ont poussé les idées. Est-ce qu'on peut dire que maintenant il y a un déficit en termes de...

IS: Ce n'est pas des gens qui ont poussé les idées, ce sont des gens qui ont eu des idées.

FL: Qui ont eu des idées et qui les ont portées avec eux ?

IS: Voilà ! Alors que maintenant on a des gens qui poussent les idées, mais les idées des autres, le plus souvent, enfin, il ne faut jamais généraliser des choses pareilles. Comme toujours, je serais enclin à donner une importance capitale à la première génération des onusiens, si j'ose dire, parce que ce n'est pas simplement des Kalecki, des Singer, des Myrdal, des Prebisch en économie ; c'est aussi, par exemple, des gens comme Eric Jacoby à la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), c'est la personnalité extraordinaire de Malher à l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). En général, je pense que les Nations Unies rassemblent au lendemain de la guerre une partie de l'intelligentsia progressiste qui y voit clairement une

mission. Je crois que ce caractère presque militant de certains des premiers onusiens autour de certaines idées est très, très important. Enfin, Jacoby était un militant de la réforme agraire. D'ailleurs, Herman Santa Cruz le sera aussi. C'est intéressant. On est aux antipodes du « civil servant », disons, pasteurisé, aseptisé, n'est-ce pas ? Donc, ça c'est la première chose. La deuxième chose, c'est que les Nations Unies, au départ, arrivent à mobiliser beaucoup plus fortement le monde universitaire, c'est vrai d'ailleurs, même des Etats Unis.

FL: Elle est réceptive aux idées du monde académique.

IS: Je pense qu'il y a une certaine réceptivité. Elle n'est pas totalement morte, mais ce rapport me semble beaucoup plus vivant peut-être parce que le développement est une idée qui va de soi au lendemain de la guerre. Alors que vingt ans plus tard, il y a toute une idéologie qui dit que le développement n'est pas un concept et n'a pas de sens. Dès que vous professez une économie atypique et ahistorique où tout le monde partout se régit par les mêmes lois, toute la problématique du développement est évacuée. Elle devient un sujet de réflexion pour historiens, historiens du temps présent. Mais elle ne fonctionne pas comme un concept organisateur de l'action. Pour ma part, j'ai été déçu de voir que les Nations Unies n'ont pas suffisamment su mettre en évidence le caractère par excellence fédérateur de la problématique du développement au centre même de l'ensemble de ses activités. Cela est lié au fait qu'il n'y a aucun lieu dans les Nations Unies où on pense le développement. Comme on le pense partout, on ne le pense nulle part ; et comme on le pense au niveau du quotidien politique, au Secrétariat des Nations Unies, il manque la perspective et il manque la distance qui sont nécessaires pour renouveler continuellement un concept organisateur de l'ensemble. Je vois, par exemple,

la difficulté que l'on a à proposer ce qui, à mon avis, serait extrêmement fructueux : une formulation de la problématique du développement en termes de l'appropriation effective de l'ensemble des droits de l'Homme. On a les gens qui s'occupent des droits de l'Homme. On a des gens qui s'occupent de l'eau et des gens qui s'occupent des forêts, des gens qui s'occupent de l'environnement. Mais tout ça marche dans la fragmentation. Je viens de faire une visite rapide au Secrétariat de la FAO que je n'avais pas visité depuis longtemps. Il est vrai que je n'y ai passé qu'une journée. J'étais abasourdi de voir comment la fragmentation à l'intérieur a progressé. Les gens s'enferment dans des petits champs.

FL: Il y a peu de communication.

IS: Avec une sur communication par Internet, puisque j'ai fait le calcul de ma simple visite d'un jour où j'ai essayé d'avoir quelques rendez-vous -cela a dû susciter quelques deux cent messages e-mail entre les gens à l'intérieur parce que chacun en m'envoyant sa réponse envoyait la réponse à tous les autres qui étaient concernés- ça a fait un imbroglio d'e-mail absolument incroyable, mais en réalité ces gens là ne se parlent pas, ne communiquent pas. Et il n'y a pas de place pour l'horizontal. Il y a une verticalisation de plus en plus poussée. On a des instruments de plus en plus précis pour couper les tranches de plus en plus fines. Et c'est vrai de la FAO comme c'est vrai, je pense, de l'UNESCO, comme c'est vrai de tous les organismes qu'on visite. Il manque cette pensée horizontale que le développement, en tant que concept, pourrait organiser. Par exemple, ce rapprochement du développement avec les droits de l'Homme me paraît une idée, et qui d'ailleurs est assez proche des idées proposées par Amartya Sen qui sont, à mon avis, d'une énorme richesse, d'une richesse pour la pratique. Nous sommes en

train de lancer au Brésil, la semaine prochaine, un projet d'un Observatoire des Droits des Gens sous forme de réseau d'ONG. Madame Robinson doit être à Saõ Paulo pour le lancement de ce projet. Je ne parle pas de vision purement philosophique ou théorique. Je parle de formes d'organisation, même de l'action, parce que nous avons quand même enrichi notre réflexion et nous savons aujourd'hui que la société civile organisée - quel que soit le nom qu'on lui donne, tiers système, tiers secteur, ONG - a un rôle à part. Je n'aime pas ce dernier nom. C'est Galtung qui a l'habitude de dire qu'il ne faut jamais définir quelque chose par le négatif. Bon, quel que soit le mot, c'est aujourd'hui un acteur. Comment nous l'intégrons au-delà du discours purement rhétorique sur la participation ? Le développement est un concept qui a besoin d'être perpétuellement renouvelé, mis à jour, complété, élargi et je vois très mal l'endroit où ça se fait. Surtout, je reviens au problème, ça pourrait être certainement une activité pour l'ONU, mais ça ne l'est pas. Et même WIDER, je dois dire, je n'ai pas suivi en détail ce que fait le WIDER, mais je ne pense pas qu'il y ait dans ce qui fait le WIDER une hiérarchie très claire des priorités.

FL: Donc, on parlait des rapports entre le milieu académique et les Nations Unies, et donc de l'importance de la périphérie des Nations Unies.

IS: Oui, mais alors là, la périphérie est plus large que ça. Ce n'est même pas simplement le milieu académique.

FL: Oui, il y a les ONG.

IS: Il y a le problème de l'articulation de la périphérie, disons, des Nations Unies avec les milieux politiques du Tiers monde, avec les différents mouvements militants, tous les mouvements sociaux. Je pense que cela a été reconnu en partie aux Nations

Unies lorsqu'on a créé cette fora, ce forum des ONG, qui aujourd'hui accompagnent presque toutes les conférences internationales et lorsqu'on a ouvert théoriquement les Nations Unies à la participation passive des ONG.

FL: Quel peut être leur impact réel sur la définition des agendas ?

IS: Je pense qu'aussi longtemps qu'on fait des forums au même moment que les conférences, c'est du cirque. Si on voulait que l'impact soit sérieux, il faudrait qu'il y ait six mois entre les réunions des forums et les réunions des instances onusiennes.

Deuxièmement, il faudrait revoir, et les revoir de très près, les modalités de l'accréditation. Parce qu'on assiste au sein des ONG à une différenciation entre les ONG fortes, en particulier celles qui disposent de financements provenant du Nord et qui ont de quoi se payer les relations publiques et un staff professionnel et d'être présentes dans toutes les réunions, et les ONG de mouvements sociaux qui font le vrai boulot sur le terrain et qui n'ont pas le temps, ni l'argent, ni les compétences techniques pour se retrouver dans des réunions internationales. Alors, vous prenez le rôle que joue Les Amis de la Terre, le Greenpeace, le WWF (World Wild Life) dans les débats sur l'environnement, il est écrasant par rapport à des milliers d'autres groupes. Je pense que c'est vrai dans tous les domaines. Ce qui, d'ailleurs, nous a fait faire une fois en France un exercice intéressant lorsqu'on a convoqué les Etats Généraux de la Société Civile pour préparer Rio, à la Villette, en décembre 1991. On a défini le nombre de participants des différents continents en fonction de la réalité démographique. Donc, il y avait beaucoup plus d'Asiatiques et Africains que d'Européens et Américains, mais ça a demandé un énorme effort et ça a été un tout petit peu artificiel. Je me rappelle le responsable de cette réunion qui disait que : « Faire venir des Eskimos de la Banquise ce n'était pas de la tarte

à la crème. » Bon, il y a le problème de la représentativité du Tiers Système. Nous avons échoué à Rio là dessous à mon avis, mais il faudrait recommencer à d'autres occasions. Il faudrait discuter d'une façon beaucoup plus sérieuse du rôle du Tiers Système : quelles sont ses prérogatives, ses droits, et quels sont les devoirs qu'il assume. Je pense, par exemple, que dans le monitoring, dans la veille, dans la surveillance, dans le suivi des choses on pourrait confier beaucoup plus, on pourrait s'appuyer beaucoup plus sur ces organisations en leur demandant, en contre partie, de revoir les formes d'accréditation pour qu'il y ait une plus grande représentativité réelle. Et, vous savez, ça passe aussi par des problèmes financiers. Les Américains se paient facilement les billets pour aller à n'importe quelle conférence internationale, à Pékin ou au Caire. Les Africains ont du mal à débarquer à New York. Donc, il y a le problème de la représentativité et d'autre part, il y a, à mon avis, le problème du recours. A qui ces organisations peuvent-elles appeler aujourd'hui? La Commission des Droits de l'Homme aux Nations Unies est une commission intergouvernementale, nous n'avons pas d'instances non gouvernementales, d'instances morales non gouvernementales, dotées d'un certain pouvoir, d'écoute ou d'actions. C'est-à-dire, on n'a pas d'équivalent d'Ombudsman collectif. Je pense qu'il y a là un champ pour une réflexion institutionnelle. D'autre part, je pense qu'une plus forte présence des mouvements sociaux, au sens large du terme, et du Tiers Système obligerait les organismes internationaux et les gouvernements à mieux rendre compte. Cela renforcerait le postulat d'« accountability ». Le droit au recours, qui a été beaucoup discuté au sein de la FIPAD, en tant que concept, demande aussi à être pensé et mis en œuvre dans un avenir pas trop lointain. Il a besoin de certaines institutions qui assurent pour ainsi dire l'interface. De ce point de vue, notre expérience à la FIPAD a été

extrêmement riche puisque quand vous regardez les noms des personnes qui ont créé la FIPAD, il y avait là dedans des personnalités avec de hautes fonctions à l'ONU ou qui sont passées par l'ONU ou qui en ont été très proches, et d'autres qui venaient des mouvements sociaux et du Tiers monde. La FIPAD a longtemps énormément fonctionné comme lieu d'écoute des voix qui ne se font pas normalement entendre ; et de ce point de vue, les dossiers de la FIPAD furent un instrument extrêmement puissant. Nous n'avons jamais publié d'articles commandés. Nous avons toujours ouvert les pages du bulletin à ceux qui envoyaient leurs contributions. Et la FIPAD a créé un réseau de personnes qui ont commencé à dialoguer entre eux sur un autre développement. Je pense que c'était très, très utile. Malheureusement, comme toujours dans ces choses-là, il faut qu'il y ait un mécène ou plutôt plusieurs mécènes. Ce mécène au départ eut les « like-minded countries ». Ensuite nous avons bénéficié pendant longtemps à la FIPAD d'un apport important de l'Italie. Nous avons refusé, en tant que principe, les appuis des grandes puissances, des membres permanents du Conseil de Sécurité. Puis la situation a changé. Il y a eu un désintéressement des mécènes par rapport aux travaux de la FIPAD et elle a cessé ses activités.

FL: Mais au départ, les Nations Unies étaient à l'écoute de la FIPAD ?

IS: Je ne pense pas que les Nations Unies, en tant que telles, étaient à l'écoute. Mais je prends au hasard le premier comité de la FIPAD, j'y trouve des noms qui avaient leurs poids auprès de l'ONU : Ismail-Sabri Abdalla, ancien Ministre du Plan Egyptien, Hamed Ben Sallah, ancien Ministre Tunisien du Plan exilé, Gamani Corea, directeur exécutif de la CNUCED, Mahbub ul Haq, haut fonctionnaire de la Banque Mondiale, Henrique Iglesias, secrétaire exécutif de la CEPAL, Jan Meijer, directeur de la

coopération internationale du Ministère des Affaires Etrangères des Pays Bas. Marc Nerfin, l'homme orchestre l'inspirateur et l'organisateur de tous les jours, extraordinaire dans son efficacité aussi un ancien fonctionnaire des Nations Unies, puis ancien directeur de cabinet de Maurice Strong, Rioyewamm, je me rappelle plus si à l'époque il était encore en Tanzanie ou s'il travaillait au PNUD en tant que responsable de l'Afrique de l'Est, Juan Somavia, à l'époque aux Nations Unies. Enfin, Maurice Strong, ancien secrétaire général de la conférence de Stockholm, premier directeur du PNUE [Programme des Nations Unies pour l'Environnement) et appelé par la suite à être secrétaire général de la conférence. Donc, difficile de dire que les idées qui circulent dans un milieu pareil, ne circulent pas aux Nations Unies. Et je pense que notre ambition était d'élargir le débat onusien pour entendre la voix de ceux qui normalement ne sont pas entendus et, en même temps, de montrer qu'il y avait de nouvelles choses à faire.

FL: Ce sont des choses qui sont moins faciles à faire maintenant quand on voit Petrella à la Commission européenne.

IS: De nouveau à la Commission européenne. Il est revenu.

FL: Oui, mais qui avait été mis à la porte gentiment par rapport à ses prises de parole.

IS: Si vous prenez le dernier dossier de la FIDAP que j'ai ici, quels sont les noms ? A propos, « 20 thousand copies of this issue have been printed ». Il me semble que c'est quand même sans précédent dans l'histoire pour un dossier pareil. Mais voilà, exécutive committee : Ismail-Sabri Abdalla, Ahmed ben Salah, Gamani Corea, Jan Meijer, Marc Nerfin, Ignacy Sachs, Marie Angélique Savane, Juan Somavia, Rodolfo Stavenhagen, Inga Thorsson co-chair persons of the Comité, Raji Kothari (un indien) et

Aldo Aiello (italien ambassadeur des Nations Unies au Mozambique). Par la nature des choses, par la biographie des personnes qui étaient impliquées dans cette histoire, j'ai l'impression que certaines des nos idées ont, en tout cas, circulées. En regardant par exemple dans le dossier 75-76 de « January-April » 1990, je vois parmi les auteurs Magid Rahnema, ancien président du Conseil de l'UNESCO, Osvaldo Sunkel, un des grands noms de la CEPAL et ainsi de suite. Il y avait toujours quelque chose. Nous n'avons jamais été très loin du système onusien. L'ambition d'aller plus loin et de discuter en toute liberté, sans se limiter, sans avoir les contraintes des secrétariats des Nations Unies.

FL: On va terminer maintenant. Je ne sais pas si vous avez quelque chose à ajouter.

IS: Non, peut-être pour ce projet. Je pense que cette affaire de la première génération ça mérite une étude. Je pense que l'ONU mérite plus qu'une étude. Elle mérite un groupe de travail très, très sérieux pour la repenser et lui redonner un nouveau départ en tant qu'outil dans la gestion, soit l'autogestion du système onusien. Je pense aussi que Stockholm plus trente donne une occasion de faire un joli volume parce que cela permettrait de remonter aux racines, de montrer comment les concepts et les pratiques ont évolué aux Nations Unies et dans les différents pays et, en même temps, de réfléchir pourquoi le développement dit durable - je ne discute pas maintenant la terminologie- n'est pas au centre de la politique. Je pense que c'est un sujet majeur. Le développement est le concept central et, par conséquent, si on veut faire du développement durable, il faut assumer les responsabilités au niveau le plus élevé. Or, on en fait un appendice de l'environnement, ce qui est ridicule. C'est le cas en France comme au Brésil. C'est ridicule parce que vous ne pouvez pas demander que le ministre

de l'environnement qui est d'habitude un des ministres les moins importants du gouvernement, soit celui qui a la faculté de coordonner l'ensemble de tous les ministres à commencer par celui des finances. Et alors, je terminerais par une boutade de Michael Zammit Cutayar, lorsque nous nous sommes réunis à La Haye pour préparer le débat sur le développement et l'environnement à Rio en 1992. Quelqu'un a eu l'idée de demander à tous les participants de ce colloque que chacun mette par écrit une phrase qu'il aimerait adresser aux chefs d'Etats qui participaient au Sommet de la Terre. Et Michael a écrit : « Mon désir c'est qu'à des réunions comme celle-là, les ministres des finances et de l'économie fassent partie des délégations. Parce que vous ne faites pas du développement durable sans les ministres des finances. Ce n'est pas avec les ministres de l'environnement que vous faites du développement durable. » Cette problématique n'est pas assimilée, en ce moment, par les Nations Unies. Vous avez un comité de développement durable, comme vous avez cinquante-cinq autres comités, mais il n'a aucune emprise réelle sur l'ensemble des choses.

FL: Très bien, je vous remercie professeur Sachs. Pour l'information, un doctorant du professeur Sachs nous a rejoint, merci.

Index

- Abdalla, Ismail-Sabri, 44-45
African Institute for Economic Development and Planning (IDEP), 17
agrarian reform, 15, 29, 38
Aiello, Aldo, 45
Algeria, 16
Alternatives Economiques, 24
Amsterdam, Netherland, 17
Ankara, Turkey, 17
anticolonialism, 9
Arab Socialist Union, 16
Austria, 5
Bandung Conference (Indonesia, 1955), 11
Bangkok, Thailand, 17, 24
Berlin, Germany, 4
Brazil, 2, 46
 and France, 46
 and its influence on Sachs, 1
 and NGOs, 41
 and Petrovas, 14
Brundtland Commission, 33
Bolivia, 28
Canada, 9
China, 4, 7, 15
Cold War, 5
Colombia, 29
Corea, Gamani, 44-45
Cutajar, Michael Zammit, 46
Czechoslovakia, 4, 32
Dag Hammarskjöld Foundation, 11, 28
Dag Hammarsjöld report, 34
decolonization, 12
Dell, Sidney, 7
development, 31, 35
 and Brazil, 1, 10, 13
 and comparative reflexion,
 and decolonization, 12
 and employment, 29
 and environment, 20, 32-33, 37-38
 and human rights, 40
 and India, 10, 12
 and Kalecki, 7,9,16
 and Marxism, 13
 and South-South cooperation, 11-12
 and the UN, 16, 39
 and UN agencies, 21, 41
East Africa, 45
Eastern Europe, 8-9, 12, 15, 20
Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP), 17-18
Economic Commission for Europe (UNECE), 4-5, 45
Economic Commission for Latin America
 and the Caribbean (ECLAC), 17-18, 44, 46
Economist, The, 24
Economista, 6
Expansion, 24
environmental revolution (early 1970s), 32
Europe, 1, 31, 34
fascism, 9
Food and Agriculture Organization (FAO), 38, 40
Founex, Switzerland, 37
France, 1-2, 28, 33, 42, 46
Friends of the Earth International, 42
Galtung, Johan, 31, 41
Geneva, Switzerland, 21, 23, 25
Ghana, 29
Ghandi, Mohandas, 10
globalization, 31
Golf, Jacques le, 11
Greenpeace, 42
Haq, Mahbub ul, 44
Hugarian Revolution, 3
Hungary, 4
human rights, 39-40
Iglesias, Henrique, 44
import/export, 20
India, 11, 15, 18,
 and agriculture, 16, 28
 and Brazil, 10
 and decolonization, 12
 and five-year plan, 6
 and Nehru's political ideologies, 14
 and scientific cooperation with Poland, 6
 and Second five-year plan, 12
Industrial Policy Act, 14
inflation, theory of, 7
Internet, 40
Italy, 44
International Foundation for Development Alternatives (FIPAD), 44
International Labour Organization (ILO), 9, 28-29
International Monetary Fund (IMF), 34
Inter-University Center for Research on Israel, 7
Institute of Foreign Affairs (Warsaw), 2, 10
Jacobson, Michel, 25
Jacoby, Erik, 38
Japan, 13-14, 22, 38
Kalecki, Michal, 5-7, 14-16, 29, 38
 and Hans Singer, 9
 and his contribution to UN ideas, 38
 and Southern countries, 18

Sachs interview 9 May 2000

- and* India, 12, 18
- and* departure from the UN, 7
- and* Keynes, 8
- Kenya, 29
- Keynes, John Maynard, 8-9
- Khrushchev, Nikita, 4
- Kula, Witold, 15
- Kothari, Raji
- La Haye, France, 21, 46
- Lange, Oscar, 12, 16, 18, 24-25
- Latin America, 3
- Lazerfeld, Paul, 24
- Lévi-Strauss, Claude, 25
- Malinowski, Wladislaw, 18
- Management of Social Transformations Program (MOST), 26
- Marrakesh Agreement, World Trade Organization, 27
- Marshall Plan, 4
- Marxism, 12-13
- Meijer, Jan, 44-45
- Mende, Tibor, 10
- Menon, Krishna, 11
- Mosak, Jacob, 7
- Mozambic, 45
- Myrdal, Gunnar, 10, 38
- Nazi, 8
- Nehru, Jawaharlal, 10, 14
- Nerfin, Marc, 36, 44-45
- Netherland, 35
- New Delhi, India, 11
- New Economic International Order (NIEO), 20, 30
- New York, United States, 23, 43
- Non-Aligment Movement (NAM), 11
- nongovernmental organizations (NGOs), 40-42
- North-South relations, 11, 18, 34, 36-38, 42
- Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD), 34-35
- Organization of the Petroleum Exporting Countries (OPEC), 28
- Our Common Furture*, 33
- Pant, Pitamber, 19
- Paris, France, 24
- Patel, Surenda, 7
- Petrella, Ricardo, 45
- Piaget, Jean, 25
- Poland, 1-2, 14, 16-18
 - and* collectivazion, 15
 - and* India, 16
 - and* its representation at the UN, 17
 - and* Nehru's visit in Warsaw, 10
 - and* the debate on the specificity of economy
 - and* the farming community, 15
 - and* the invasion of Hungary (1956), 4
 - and* socialism, 3-4
- Prebisch, Raúl, 17-18, 38
- Rahnema, Magid, 45
- refugees, 8
- Ricupero, Rubens, 24
- Rio de Janerio, Brazil, 1-2, 33, 38, 42
- Robinson, John, 8
- Royal Institute of International Affairs, Chatham House, 8
- Sallah, Hamed Ben, 44-45
- Santa Cruz, Herman, 38
- Santiago, Chile, 17
- Savane, Marie Angélique, 45
- Scandinavia, 35
- School of Planing and Statisctics, Warsaw, Poland, 2
- School of Economics, New Delhi, India, 11
- Seers, Dudley, 7, 29
- Sen, Amartya, 40
- Seynes, Philippe de, 7
- Singer, Hans, 9, 17, 29, 38
- Singh, Shekhar, 30
- socialism, 3, 16
- Somavia, Juan, 45
- South-South cooperation, 11-12
- Soviet Union, 5, 15
- Special United Nations Service (SUNS), 35
- Stavenhagen, Rodolfo, 45
- Stockholm, Sweden, 33, 36-37, 46
- Streeten, Paul, 9
- Strong, Maurice, 36, 44-45
- Sunkel, Osvaldo, 46
- sustainable development, 46-47
- Tanzania, 45
- Tepicht, Jerzy, 15-16
- Third World, 9, 14, 20, 26, 30, 36, 41
 - and* International Foundation for Development Alternatives (FIPAD), 44
 - and* Kalecki, 7
 - and* its political power, 32
 - and* representation at the UN, 43
- Thorner, Daniel, 15
- Thorsson, Inga, 45
- Tokyo, Japan, 21, 32
- Trade Union of the Poor, The, 34
- unemployment, 9
- UN Commission on Human Rights, 43
- UN Conference on Environment and Development (Rio de Janerio, 1992), 37, 47
- UN Conference on the Human Environment (UNCHE), Stcokholm, Sweden (1972), 37
- UN Conference on Science and Techonology for Development, 26
- UN Conference on Trade and Development

Sachs interview 9 May 2000

(UNCTAD or CNUCED), 7, 18, 20-21, 23-24, 28, 38
UN Development Programme (UNDP), 12, 21, 45
UN Economic, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), 12, 24-27, 40, 46
UN Industrial Development Organization (UNIDO), 17, 26-27
UN Security Council, 44, 46
UN University (UNU),
 and its financial difficulties, 22
 and research on development, 41
 and South-South cooperation, 12
 criticisms of, 21-23, 41
United Kingdom (UK), 8
United States (U.S.), 14, 22, 33-34, 39
University of Warsaw, Poland, 6, 11
World Bank, 23, 28, 31, 44
World Health Organization (WHO), 38
World Institute for Development Economics Research (WIDER), 41
World Summit for Social Development, Copenhagen, Denmark (1995), 26
World Trade Organization (WTO), 24, 27
World Wild Life (WWF), 42
Yalta Conference, 8
Zhou Enlai, 4